

POUR SA DOUXIÈME ÉDITION

Le Salon de l'auto se «professionnalise»

Le Salon de l'automobile se professionnalise ! Il quitte son caractère de «foire» pour revêtir celui de salon professionnel, constatent les professionnels de l'automobile.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Sous la thématique «la sécurité routière», le Palais des expositions des Pins-Maritimes abrite du 25 mars au 4 avril, la 12^e édition du Salon de l'automobile. Inauguré hier, ce grand carrefour accueillera, selon les estimations des organisateurs, plus de 200 000 visiteurs entre professionnels et grand public. Dans une conférence de presse organisée lors de l'inauguration de cet événement, l'Association des concessionnaires automobiles algérienne (ACAA), partenaire de la Safex, affirme qu'une «évolution remarquable est constatée dans la qualité des prestations de

services». Le salon «se professionnalise» et confirme sa vocation internationale. Celle-ci serait consolidée par une participation grandissante des concessionnaires, constructeurs et opérateurs économiques de différentes nationalités. Cette année, 61 exposants, dont 36 concessionnaires, 6 banques et une société d'assurance, 3 sociétés de tuning (accessoires auto), revues spécialisées et associations, se partagent dans un esprit de «concurrentielle», quelque 25 000m². La grande nouveauté pour cette édition est le retour de Renault, absent lors des deux derniers salons. On notera également la partici-



Une vocation internationale.

pation de la marque allemande Mercedes ainsi que Diamal. Toutefois, les

concessionnaires dressent un bilan positif de l'évolution des ventes de véhicules. Une

croissance de 20 %, représentant en chiffres quelque 230 000 véhicules avant fin 2008. En parallèle, le marché d'occasion en Algérie représente «un marché à part entière» qui devra être géré par des professionnels, estime le représentant de Renault. Actuellement, le constructeur français «n'est pas prêt» à gérer ce type de marché en Algérie, affirme l'intervenant. La qualité des carburants a également été soulevée par les spécialistes. La teneur très élevée en

soufre explique la mauvaise qualité du carburant. Celle-ci empêcherait l'utilisation de certains moteurs, notamment le diesel. Cependant, on notera que 30 % des véhicules utilisés fonctionnent au diesel, contre 70 % à l'essence. A ce sujet, on apprendra qu'une directive «favorisant l'achat de véhicules à essence» aurait été adressée par le chef du gouvernement à toutes les administrations publiques. Un geste «écologique» contribuant à préserver l'environnement. S'agissant du problème relatif aux homologations de véhicules, ce dossier, jusqu'à pris en charge par le ministère de l'Energie et des Mines, a été transféré au ministère des Transports. «Un dispositif a été mis en place au sein du département des transports pour la prise en charge de ce problème» rassure M. Salhi, directeur des transports urbains. Enfin, en matière de lutte contre la contrefaçon de la pièce de rechange, «un travail énorme est en train de se faire afin d'y mettre un terme», affirment les concessionnaires «lésés» par ce fléau. Néanmoins, le processus demeure très lent.

W. S.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE ALGÉRIEN (LPA)

Cinq travailleurs et un responsable syndical licenciés

Cinq agents du Laboratoire pharmaceutique algérien (LPA), basé à Boudouaou, dans la wilaya de Boumerdès, qui ont été licenciés au mois de février 2008 par leur employeur, nous ont rendu visite pour, disent-ils, alerter l'opinion publique sur leur cas.

Ces cinq agents étaient accompagnés de l'ancien secrétaire général de la section syndicale, congédié en 2006. Faisaient aussi partie de cette section syndicale et un ancien agent de sécurité. Ces deux derniers nous ont déclaré qu'ils ont été forcés à prendre leurs indemnités de départ volontaire et à quitter l'entreprise. L'agent de sécurité a précisé qu'il assumait en outre la fonction électorale de délégué du personnel auprès du comité de participation avant d'être contraint de démissionner de son poste de travail.

Les cinq agents fustigent certains adjoints de la directrice générale de l'entreprise qui seraient, d'après eux, responsables de leurs déboires et jurent qu'ils ont été licenciés abusivement. Cependant, ils reconnaissent avoir refusé de signer des décisions individuelles d'une sanction pour refus de travail et insubordination.

Ils jugent que leur faute ne pouvait pas déboucher sur un

licenciement. «Nous exigeons d'être réintégrés à notre travail. Nous n'avons rien fait de grave», revendiquent-ils.

Quant à l'ancien secrétaire général de la section syndicale, Soufi Nouredine qui a été renvoyé, rappelons-le, en 2006 après avoir été accusé par son employeur, selon ses propos, «d'attoupelement illégal et d'insultes envers un supérieur hiérarchique». Il pense qu'à travers cette sanction maximale qui lui a été infligée, c'est la liquidation du syndicat qui était ciblée «on voulait liquider le syndicat qui dérangeait». S'agissant de l'agent de service de sécurité, il clame à qui voulait l'entendre qu'il a enduré, pendant une année, un harcèlement moral avant de lâcher. Par ailleurs, ce groupe nous a fait savoir que l'un des directeurs a fait l'objet d'une plainte déposée par eux devant la justice pour insultes envers le personnel.

Le groupe n'omet pas de nous signaler par ailleurs qu'une quarantaine d'em-

ployés ont été licenciés par LPA et ce, depuis 2007. Contactée par nos soins, la direction de ce laboratoire nous a immédiatement accordé un rendez-vous pour faire part de sa version au sujet de cette pénible affaire. Mademoiselle Aït-Adjadjou, la Directrice générale (DG) qui nous a reçus dans son bureau, a visiblement gros sur le cœur à ce sujet «vous êtes le premier journaliste qui se présente chez nous pour recueillir notre version sur ces événements» nous lançant-elle d'emblée laissant entendre que l'entreprise qu'elle dirige est harcelée. Au préalable, la jeune dirigeante a retracé sommairement la situation économique et financière au moment de sa prise de fonction en 2002 à la tête de cette entreprise de production pharmaceutique créée par son père en 1991 «nous étions en situation de dépôt de bilan et nous n'avions que 400 travailleurs. En dépit de ces difficultés, j'ai refusé la compression du personnel et j'ai consenti une augmentation de 2 000 dinars à chaque travailleur car j'estime qu'un personnel motivé et respecté produit mieux. Actuellement nous avons plus de 800 travailleurs et le moins payé touche 18 000 DA net mois.» Plus tard, elle nous fait visiter la cantine et le cabinet médical des travailleurs. De plus les travailleurs sont transportés par l'entreprise.

A noter que nous n'avions relevé aucune réticence de sa part à fournir des précisions. Concernant justement les cinq agents écartés, elle affirme que ces derniers ont

commis une faute de troisième degré en refusant de travailler, en faisant cas d'irrespect à leur hiérarchie et en violant le règlement intérieur de l'entreprise. «Ils ont été auditionnés et à la suite d'un P-V établi en présence du représentant des travailleurs, ils ont été licenciés. Fermer les yeux devant ces cas avérés d'indiscipline, c'est ouvrir la porte à l'anarchie.» Questionnée au sujet du secrétaire général de la section syndicale, elle a longuement expliqué ce cas. Elle a confirmé l'accusation d'attoupelement illégal «une grève sauvage a été organisée sans aucune revendication à caractère social mais tout juste pour faire parler de cette personne sans plus.» Elle conteste la qualité de représentant des travailleurs à l'agent de sécurité «ce dernier a été, dans une conjoncture sécuritaire difficile d'un laxisme intolérable. Il ne vérifiait même pas l'identité des personnes étrangères qui entraient dans l'usine. Nous lui avions donc payé un mois de salaire par année de travail et lui avions demandé de partir.»

La patronne de LPA nous a remis un état sur le mouvement du personnel de 2007 et 2008. Des 264 postes de travail mouvementés (fin de contrat, démissions, abandons de poste, départs volontaires, essais non concluants...) l'on a noté 13 licenciements. Il y a eu, selon cet état, 350 recrutements en 2007 et début 2008. Ce qui porte l'effectif à 859 travailleurs.

Abachi L.

MAGHREB ARABE L'intégration dépend d'intérêts économiques communs

Une session de la commission ministérielle des ressources humaines dans les pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) s'est tenue hier. En marge des travaux de cette commission, le secrétaire général de l'UMA, Habib Ben Yahia, a effectué une visite de courtoisie au nouveau siège, sis à Chéraga (ouest d'Alger), de l'Union maghrébine des entrepreneurs (UME). Créée l'année dernière à Marrakech, cette union compte cinq organisations patronales maghrébines dont la Confédération algérienne du patronat (CAP).

Outre la contribution active à la promotion du rôle du secteur privé, l'UME se veut aussi un catalyseur, un acteur déterminé de l'intégration économique effective au plan maghrébin.

En ce sens, l'UME mettra à la disposition des opérateurs économiques maghrébins un portail électronique dès le mois d'avril 2008, outre la réalisation d'une banque de données. Sous l'égide de cette union, le 1^{er} Forum annuel des hommes d'affaires maghrébins se tiendra également à Alger à la fin octobre 2008, avec la remise du Trophée de l'entreprise privée maghrébine.

De même, l'UME compte développer les pépinières d'entreprises au niveau régional. Une dynamique appréciée positivement par le secrétaire général de l'UMA, estimant que la finalité du Grand Maghreb arabe nécessite une volonté forte et des principes qui existent certes. Mais aussi des intérêts économiques communs des opérateurs maghrébins, l'intensification des investissements communs dans les secteurs structurants et la densification des rencontres et échanges intra-maghrébins. Dans cet ordre d'idées, Habib Ben Yahia a relevé l'opportunité d'une conférence sur l'avenir de l'agriculture dans le Maghreb.

Chérif Bennaceur

CONDOLEANCES

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre collègue,

Meriem Yassine

journaliste à la Chaîne III de la Radio nationale survenu le lundi 24 mars 2008.

En cette triste occasion, l'ensemble des membres du Syndicat national des journalistes tiennent à présenter leurs sincères condoléances à la famille de la défunte, à ses collègues de la Radio et à ses amis de la Direction générale de la Radio.

Que Dieu le Tout-Puissant accueille la défunte en Son Vaste Paradis.